



MONTPELLIER 2020

La lettre de

« Sursaut »

Décembre 2016, n°42

Novembre 2016 : le mois de toutes les surprises



Au moment de clore ce numéro, le Président François Hollande a annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat. L'information est tombée comme l'apothéose d'un mois de novembre qui a donné le tournis à tous les prévisionnistes et experts en politique.

Donald Trump a remporté les élections américaines. Les médias se sont beaucoup attardés sur l'homme, son atypie et ses outrances. Considérons surtout qu'il s'est trouvé une majorité d'américains pour voter pour lui et se reconnaître dans les promesses de son programme. Qu'ils déchantent demain est une autre chose : prenons en compte les attentes révélées.

On a souvent tendance à considérer que les votes de nos démocraties seraient des votes de rejet avant d'être des votes d'approbation. Lourde erreur qu'a sans doute payé cash notamment François Hollande dans l'exercice de son mandat. Son élection n'était pas due au seul rejet de Nicolas Sarkozy. Elle contenait des attentes qui ont sans aucun doute été sous-estimées. Des changements politiques au contact de la réalité économique et politique ne sont pas déshonorants : il est, par contre, indispensable de les expliquer. Malheureusement la communication tient trop souvent lieu de pédagogie. Un président doit être un guide et un éclaircur.

C'est pour cette raison que le vote en faveur de Fillon aux primaires de la droite doit être considéré comme un vote d'approbation. Nicolas Sarkozy a, il est vrai, été rejeté par sa propre famille dans des proportions humiliantes pour un ancien président de la République et secrétaire de son propre parti, mais le second tour a confirmé le premier avec l'adoption par les 2/3 des votants du programme qui leur était présenté.

Les républicains se sont félicités du succès de leur primaire : 4 millions et demi de votants ! ... Ils oublient qu'il y a 5 ans le même éloge était adressé à la gauche. A tel point qu'ils ont voulu reprendre le modèle : mais n'ont-ils pas remarqué que les ennuis commencent après ? Réussir une primaire est une chose : réussir un mandat présidentiel en est une autre. Les animosités réveillées lors des primaires ne s'éteignent pas si vite : la fronde veille. Les argumentaires négatifs déployés entre eux par les candidats ressurgissent dès que les premières difficultés apparaissent dans l'exercice du pouvoir.

On peut penser que les primaires contiennent en leur sein les ferments de la mort des partis. A quoi servent les militants s'ils sont dépossédés de leur voix pour les choix les plus importants ? A quoi servent leur intelligence si elle est mise au service d'argumentaires d'écuries présidentielles au lieu d'enrichir un programme élaboré collectivement ? Le choix de

laisser des primaires ouvertes décider d'un candidat aux présidentielles est un choix de faibles.

Dernière leçon qui peut être tirée dans ce rapprochement entre les élections américaines et les nôtres : les « institués » des appareils n'ont pas le vent en poupe. Ils se voient préférer des nouvelles figures, parfois très atypiques. Hillary Clinton, femme d'appareil par excellence et donnée unanimement favorite : out au profit d'un homme d'affaire populiste ! Nicolas Sarkozy, ancien président, premier secrétaire de son parti : sorti au premier tour avec à peine 20% des suffrages de son propre camp au profit de son discret et soumis ancien premier ministre ! François Hollande, président en exercice : conscient qu'il n'arrive pas à réunir sa propre famille politique, il préfère se retirer plutôt que d'être un agent de clivage supplémentaire. Au profit de qui ? Il est bien hasardeux de le dire. Finalement, la seule « vieille figure » à se maintenir malgré ces avertissements, c'est Marine le Pen.

Avouons-le, l'horizon est triste. D'un côté nous trouvons deux candidats d'une droite avec un grand « D », l'une extrême qui adoucit son programme, l'autre, à l'inverse, qui l'extrémise. De l'autre nous assistons, effarés, à l'émiettement d'une gauche en voie d'atomisation entre les nostalgiques d'une référence qui n'existe plus et ceux qui essaient désespérément de marier la modernité aux valeurs qui ont fondé leurs choix premiers.

Qui aura le courage de rappeler haut et fort que les ambitions individuelles doivent, à un moment, céder devant les exigences du « bien commun », la « res publica », c'est-à-dire, la République ?

2016, Une "année terrible" pour la démocratie, la solidarité et l'humanisme

Claude Neuschwander

L'an 2016 s'achève. Une "année terrible" à la fois pour la démocratie, la paix dans le monde, et la construction européenne... Nous avons pu voir, tour à tour, au cours de cette année, la Russie faire irruption, et avec quelle sauvagerie, dans le conflit syrien, le choix proprement irréfléchi fait par le peuple britannique de quitter l'Europe, l'élection par les Etats-Unis d'un nouveau Président dont le moins que l'on puisse dire est qu'il paraît totalement imprévisible et donc inquiétant, et, dernier élément, le couronnement primaire du champion de la droite conservatrice en France qui témoigne de son basculement vers le libéralisme mondial. Cela va conduire la droite

française, désormais réunie, à durcir ses choix sociaux, à accroître les inégalités et à accepter que la misère et la précarité progressent davantage encore...



alpesdusud.alpes1.com

Cette même année voit se confirmer l'échec redoutable subi par la Gauche de France, dans son ensemble. Il se confond avec celui du Président de la République et d'une grande partie de l'élite politique. Il tient aux ambitions personnelles d'hommes incapables de dissimuler à la fois la force de leur ego et leur incapacité à résoudre les problèmes auxquels la République est confrontée. En premier lieu, la langueur de l'économie et surtout celle de l'industrie, qui n'ont rien d'obligées mais qui maintiennent le chômage surtout de longue durée, à des niveaux inacceptables. Ensuite l'incapacité à résoudre les dysfonctionnements de l'appareil d'Etat et principalement ceux qui découlent des absurdités de notre bureaucratie et des conflits d'intérêt dont bénéficie, sans vergogne, une technocratie, qui a perdu le sens du devoir qui l'a longtemps caractérisé. L'incapacité, enfin, des élus à élaborer et à traduire dans les faits une stratégie globale, porteuse de politiques adaptées aux priorités des territoires et aux capacités de notre nation.

Cet échec est aussi celui des partis politiques, qui se sont progressivement disqualifiés, par leurs querelles byzantines et par les egos surdimensionnés de leurs dirigeants. Les scores obtenus par les quatre derniers candidats de la droite au premier tour de la primaire sont comparables à ceux que vont obtenir la plupart des candidats qui se présentent, bien trop nombreux, à l'élection présidentielle, sans avoir jamais démontré le moins du monde leurs capacités à exercer une telle fonction, mais dont la seule présence va suffire à fausser le jeu et à préparer un second tour qui semble, hélas, perdu d'avance. Que reste-t-il des partis, notamment de gauche, qui ont joué un rôle si important dans le progrès social et qui achèvent de sombrer dans l'indifférence ? Le Parti Communiste fait ce qu'il peut pour garder des élus et conserver en partie la trésorerie dont il a besoin pour survivre quelque peu. Le Parti Socialiste va sans doute mieux, mais il a perdu, pendant ce quinquennat, un si grand nombre de

mairies, de départements, de régions qu'on oublie de compter les militants qui sont restés ; en outre, près de la moitié de ses députés ont fait le choix d'une fronde aux motifs largement incompris ; heureusement les militants qui sont partis, sont allés, pour la plupart, trouver un engagement moins décevant dans les associations dont la société civile regorge.

Or, n'en déplaise à ceux qui se sont fait une profession de la dénigrer, la France conserve l'essentiel de ses atouts et ne mérite nullement le sort que leurs critiques sans fondement sont en train de lui faire subir. Elle garde des pans d'économie où son rôle reste essentiel ; sa recherche est fort dynamique et permet à des "Start up" de naître et de prospérer. Son système d'éducation, même s'il a besoin de se moderniser et de contribuer à une égalité des chances nécessaire, reste à un niveau de qualité relativement acceptable. Son système de santé est reconnu comme l'un des meilleurs au monde, sauf, peut-être, au niveau de sa paperasserie. Il en est de même pour son système d'indemnisation du chômage. Sa culture reste un modèle et sa qualité de vie est exemplaire.

Le plus grand tort de François Hollande est de s'être présenté aux élections sans s'être doté, au préalable d'une stratégie crédible, c'est à dire débattue et négociée avec les partenaires de gauche pour qu'il dispose d'un véritable Projet de gouvernement. Si, en plus, ce Projet avait été adopté par le PS de façon à réduire les chances de développement des oppositions internes, l'essentiel de ses faiblesses et de ses erreurs aurait été éliminé. L'échec de son quinquennat, ou plutôt, le fait qu'il soit ressenti comme tel par la plus grande partie de la population, fait que le résultat des élections de mai 2017 risque d'être catastrophique pour la gauche dans son ensemble et, en particulier pour le PS.

Il va donc falloir s'attaquer à la reconstruction d'une gauche nouvelle que les résultats de la politique réactionnaire celle que va suivre la droite si elle arrive au pouvoir, rendra de plus en plus nécessaire.

Cet effort d'imagination collective repose largement sur la société civile, sur la capacité d'engagement de ses militants et sur leur réalisme. Montpellier 2020 va donc se préparer, aux côtés des autres associations proches, à les accueillir et à leur offrir des conditions de travail efficaces et amicales.

« On fait quoi maintenant ? »

Jean Paul BORE



bfmtv.com

Les résultats qui s'annoncent aux États Unis sont un choc, évidemment. La seule qui s'en satisfait en France officiellement c'est Marine Le Pen. On fait quoi maintenant ? On attend la même chose pour la France avec fatalité comme certains le prévoient, où pose-t-on les vraies questions y compris celles qui fâchent au nom de la défense de la République Française indivisible, laïque, démocratique et sociale comme l'indique l'article 1 de sa Constitution ? Tout cela a été mis à mal gravement ces dernières décennies par tous les gouvernements successifs et pas seulement. La République est née de la volonté citoyenne. Elle ne pourra vivre que par la volonté citoyenne. Ceci est un appel à la mobilisation citoyenne dans les prochaines semaines pour ne pas laisser les mêmes causes produire les mêmes effets. Notre propre histoire des années 30 ne nous aurait pas servi de leçon avec les divisions de tous bords en France comme en Allemagne ? Si les clivages ne peuvent conduire qu'au néant, alors il faut les dépasser avec courage pour en revenir à l'essentiel : l'avenir de l'HUMAIN.

La laïcité est-elle négociable ?

Gérard DORIVAL

Nous vivons en France depuis plus d'un siècle sur un compromis intelligent, largement combattu auparavant (et sanguinairement), remis en cause de façon récurrente et insistante depuis, annulé pendant les heures sombres de notre histoire récente sous Vichy, ce qui, dans la conjoncture mondiale actuelle, porte sens.

Les anglo-saxons, apôtres de la primauté de Dieu, alors qu'ils avaient partagé ces thèses à la Révolution, ne comprennent pas notre doctrine en la caricaturant et en s'y opposant avec la dernière énergie : nous

serions antireligieux, sectaires, mus par l'athéisme voire l'agnosticisme alors que la laïcité ne promeut que la tolérance et la liberté de conscience.



Dessin de Philippe Geluck

Les régimes islamistes rejettent également ce concept. Erdogan s'emploie avec succès, outre l'éradication de toute pensée kurde, à mettre à bas l'édifice institutionnel laïque promu depuis le début du siècle en Turquie par Mustafa Kemal, l'Atatürk vénéré, aujourd'hui chassé sans égard de son piédestal.

En France, le débat, peu amène, émane d'une certaine gauche et d'une certaine droite.

Une certaine gauche se déclare plus exigeante envers la religion catholique qu'envers l'islam, au nom d'une culpabilité coloniale, source de discrimination et de victimisation, et d'un préjugé raciste qui serait sous-jacent. Tarik Ramadan et Media part, entre autres hérauts d'une « ultra gauche » agissante, qualifient les laïques attachés à la pérennité de leur concept, de « laïcistes », « laïcards » et au final d'« islamophobes » ! Les jeunes des quartiers véhiculent ainsi à l'unisson cette vindicte, sans malheureusement trop bien connaître le fond du sujet. Pour autant, le qualificatif d'« islamo gauchistes » qui leur est destiné ne vaut pas mieux : il serait temps que les étiquettes sommaires et définitives ne se substituent plus au débat de fond.

Une certaine droite réserve ses préventions univoques à l'égard du seul islam (ainsi que du judaïsme), épargnant l'église catholique, voire en la privilégiant au nom d'une identité sociétale à sauvegarder ou à régénérer. Les mouvements intégristes, concordataires et identitaires instrumentalisent ainsi la laïcité par ce qu'elle n'est pas : une intolérance, quand il s'agit de l'autre, au religieux.

Plus extrêmes, les ultra-laïques « gallicans » comme à l'inverse les « accommodants » engagent tous deux la laïcité vers des chemins de traverse qui lui seraient fatals.

De façon répétée et insidieuse, il est énoncé en boucle que des accommodements seraient à opérer pour « actualiser » la loi. Celle-ci a déjà été souvent amendée, consentant désormais des moyens

considérables à l'enseignement privé. La laïcité, trop rigide ou trop datée, devrait être « moderne », « nouvelle », « dynamique », « apaisée » (!) « ouverte » (elle serait donc « fermée », ce qui un comble) et « inclusive » (elle serait donc « excluante », ce qui est contraire à son fondement principal : la liberté de conscience).

L'émergence des fondamentalismes religieux incite à une infinie prudence : l'espace public doit rester neutre et aucun financement public ne doit être consenti aux cultes, contrairement à certaines hypothèses hasardeuses énoncées au cours des primaires présidentielles (le concordat d'Alsace Lorraine reste une anomalie)

Les philosophes et penseurs tenant d'une politique laïque, dont j'ai parcouru les écrits récents, sont, contrairement aux idées reçues, porteurs par ailleurs de propositions pragmatiques : le voile n'a pas à être banni de l'espace public, ni à l'Université, ni dans l'accompagnement scolaire, ni le dérisoire burkini à la plage ! La diversité des menus à la cantine est une nécessité. Les aménagements éventuels de jours d'examen aussi.

A l'inverse, sanctionner, voire expulser, les prêcheurs de haine et interdire tout prosélytisme sont de salut public.

Le débat sur la laïcité, essentiel, mérite de dépasser les qualificatifs sommaires et réducteurs (islamo gauchistes contre islamophobes !), de laisser les « idiots utiles », de bonne foi mais manipulés à l'écart et de transcender l'éternelle dialectique convenue entre le « Crieur » d'Edwy Plenel et le « Causeur » d'Alain Finkielkraut, trop clivants pour mettre en perspective une laïcité authentique et salutaire.

Il s'agit en effet de vivre ensemble et non simplement de coexister.

RAPPEL :

Plus que jamais nous rappelons que **cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...** N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : mentor.jch@numericable.fr.

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site

www.montpellier-2020.fr.

vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de notre journée de Narbonne, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

Pour soutenir l'action de « Montpellier 2020 », adhérez en envoyant ce bulletin d'adhésion !

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Mail :

s'acquitte de la somme de :

50 €

20 € (étudiant, chômeur)

au titre de l'année 2016 et est membre de l'Association MONTPELLIER 2020

Payable par chèque à l'ordre de « **association Montpellier 2020** »

Adresser à : **Eric PEREZ, 29 rue Clément Mirabel, 34660 COURNONTERRAL**

Fait à :

le :

Signature :